

REPUBLIQUE DU CAMEROUN



Paix - Travail - Patrie

Répertoire et démographie des entreprises modernes

RAPPORT ANNUEL 2020



**Institut National de la Statistique/
National Institute of Statistics**

BP : 134 Yaoundé
Tél : (+237) 222 22 04 45
Fax : (+237) 222 23 24 37
Web site : www.ins-cameroun.cm

8^{ème}
édition

Décembre 2022

CHIFFRES CLES

Le COVID-19 impacte le secteur productif national

- *Baisse du nombre de créations d'entreprises dans les CFCE (-33,2%)*
- *Baisse historique du chiffre d'affaires (-2,2%)*
- *Recul de l'emploi (-2,7%)*

Informations structurelles en 2020

- *47 627 entreprises modernes répertoriées dont 16 134 implantées à Douala (43,2 %) et 14 814 à Yaoundé (39,3%)*
- *Les entreprises de chiffre d'affaires supérieur à trois (03) milliards de FCFA représentent 0,1 % de l'ensemble des entreprises et cumulent 50,2 % du chiffre d'affaires global ;*
- *56,6 % des unités économiques sont des entreprises individuelles ;*
- *Le secteur primaire concentre 1,0% des entreprises, emploie 10,3% des effectifs et génère 3,2 % du chiffre d'affaires global ;*
- *364 091 employés permanents dans les entreprises modernes en 2020 ;*
- *Le secteur secondaire concentre 8,3% des entreprises, emploie 28,7 % des effectifs et génère 33,7 % du chiffre d'affaires global ;*
- *Les entreprises d'effectifs employés supérieurs à 100 personnes représentent 1,0 % de l'ensemble, mais emploient 57,3 % des effectifs permanents ;*
- *Le secteur tertiaire concentre 90,3 % des entreprises, emploie 61,0% des effectifs et génère 63,1% du chiffre d'affaires global.*
- *12 885 milliards de FCFA de chiffre d'affaires généré par les entreprises modernes en 2020 ;*

AVANT-PROPOS

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter la 8ème édition du répertoire et démographie des entreprises modernes au Cameroun, pour le compte de l'exercice 2020.

La présente édition retrace la situation des entreprises assujetties à la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF), notamment en termes d'identification, de localisation, d'activité économique, de chiffre d'affaires et d'emplois. Elle prend appui sur une base de 47 267 entreprises répertoriées en 2020.

Cette publication intervient dans un contexte marqué au plan économique par la crise sanitaire du COVID-19 et au plan de la gouvernance fiscale par la systématisation de la télédéclaration aux entreprises relevant des Centres Divisionnaires des Impôts (CDI), toute chose qui permet de renforcer la couverture de cette catégorie d'entreprises.

Aussi, l'INS tient à remercier les responsables des entreprises ayant télétransmis leur DSF au cours de l'exercice sous revu. Par ailleurs, l'Institut encourage les entreprises, quelle que soit leur taille, à procéder à ces obligations dans les délais réglementaires et sous les formats appropriés, par le respect du modèle de formulaire standard de la DSF révisée 2019, du format de diffusion électronique (Excel et PDF).

L'Institut remercie également les administrations et institutions partenaires, notamment le Ministère des Finances (MINFI) à travers la Direction Générale des Impôts (DGI), les cabinets comptables pour leur appui à la collecte des DSF. Comme par le passé, l'Institut accueille avec intérêt les suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration des éditions futures. Les bases de données constituées peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous.

**Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé ; Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21
Fax : (+237) 222 23 24 37 ; Site Web : www.ins-cameroun.cm ; Email : infos@ins-cameroun.cm**

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

APME	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
BDEF	Banque de Données Economiques et Financières
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAHT	Chiffre d’Affaires Hors Taxes
CFCE	Centres de Formalités de Création d’Entreprises.
CGA	Centre de Gestion Agrée
CITI	Classification Internationale Type par Industries
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l’Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
EMF	Etablissement de Microfinance
INS	Institut National de la Statistique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l’Economie Sociale et de l’Artisanat
NACAM	Nomenclature des Activités du Cameroun
NAEMA	Nomenclature d’Activité des Etats Membres d’AFRISTAT
OES	Organisation de l’Economie Sociale
OHADA	Organisation pour l’Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
RCCM	Registre du Commerce et Crédit Mobilier
RGE	Recensement Général des Entreprises
SND	Stratégie Nationale de Développement
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SYSCOHADA	Système comptable OHADA

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Répartition (%) géographique des entreprises modernes en 2020.....	6
Tableau 2 – Répartition (%) des entreprises modernes par branche d'activité en 2020	9
Tableau 3 – Répartition (%) des entreprises modernes selon le nombre d'employés en 2020	10
Tableau 4 – Répartition (%) des emplois selon la branche d'activité en 2020.....	12
Tableau 5 – Répartition régionale (%) des emplois des entreprises modernes en 2020.....	13
Tableau 6 – Répartition des entreprises selon la tranche de CAHT en 2020	14
Tableau 7 – Répartition du chiffre d'affaires global selon la branche d'activité en 2020.....	16
Tableau 8 – Top 15 des entreprises classées selon les effectifs employés permanents en 2020	18
Tableau 9 – Top 15 des entreprises classées selon le chiffre d'affaires en 2020	19

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Évolution du nombre d'entreprises modernes en activité.....	5
Figure 2 - Répartition (%) des entreprises modernes selon la forme juridique en 2020,	7
Figure 3 - Répartition (%) des entreprises modernes par secteur d'activité en 2020.....	8
Figure 4 - Répartition (%) de l'emploi total selon la forme juridique en 2020	10
Figure 5 - Répartition (%) des emplois permanents selon le secteur d'activités en 2020	11
Figure 6 - Répartition (%) du CAHT global selon la forme juridique en 2020.....	14
Figure 7 - Répartition (%) du Chiffre d'affaires global selon le secteur d'activité en 2020	15
Figure 8 - Poids économique des régions en termes de chiffre d'affaires en 2020 (en %)	17
Figure 9 - Evolution des créations d'entreprises dans les CFCE, selon la localisation	20
Figure 10 - Répartition des créations d'entreprises dans les CFCE selon la localisation en 2020	20

SOMMAIRE

CHIFFRES CLES	i
AVANT-PROPOS	ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES.....	v
SOMMAIRE	vi
INTRODUCTION	1
1. APERÇU DE LA METHODOLOGIE	2
2. DYNAMIQUE DES ENTREPRISES MODERNES EN ACTIVITE	5
3. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ENTREPRISES.....	6
4. FORME JURIDIQUE DES ENTREPRISES	7
5. ACTIVITES ECONOMIQUES EXERCEES.....	8
5.1. Répartition des entreprises selon le secteur d'activité.....	8
5.2. Répartition des entreprises par branche d'activité.....	8
6. SITUATION DE L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES MODERNES	10
6.1. Répartition des entreprises par tranches d'effectifs employés.....	10
6.2. Répartition des emplois selon la forme juridique.....	10
6.4. Répartition des emplois selon la localisation.....	13
7. CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES	14
7.1. Répartition des entreprises par tranches de chiffre d'affaires	14
7.2. Répartition du chiffre d'affaires selon la forme juridique	14
7.3. Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité.....	15
7.4. Répartition du chiffre d'affaires selon la localisation	17
8. TOP 15 DES ENTREPRISES CLASSEES SELON LES EFFECTIFS EMPLOYES	18
9. TOP 15 DES ENTREPRISES CLASSEES SELON LE CHIFFRE D'AFFAIRES.....	19
10. DYNAMIQUE DE CREATION DES ENTREPRISES DANS LES CFCE.....	20
CONCLUSION	22
ANNEXE A : CONCEPTS ET DEFINITION	23
ANNEXE B- EQUIPE TECHNIQUE	25

INTRODUCTION

Les Recensements Généraux des Entreprises (RGE-1&2), réalisés par l'INS respectivement en 2009 et 2016, ont permis d'implémenter le répertoire national des entreprises modernes dont la mise à jour se fait principalement à partir de la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF).

La DSF est un document qui synthétise les différents flux économiques et financiers entre l'entreprise et les tiers, au cours d'un exercice. Elle constitue la principale source pour le suivi des entreprises modernes, permettant notamment de : (i) avoir une visibilité sur la situation comptable et financière de l'entreprise, (ii) appréhender les indicateurs structurels sur le tissu productif et, (iii) fournir les informations pour la confection des agrégats macroéconomiques (PIB, Investissement, Exportations, Importations, etc.). Pour ce faire, il est capital de disposer des DSF pour chaque exercice comptable.

La disponibilité de ces DSF, en versions physique ou électronique, pour l'exercice 2020, soit 26 411 unités sur 47 267 dans l'ensemble, avec un taux de couverture de 100 % des grandes entreprises, a permis la réalisation du présent document sur le répertoire et la démographie des entreprises modernes au cours dudit exercice. Les travaux de mise à jour de ce répertoire servent de cadre à la consolidation des bilans dans la Banque des Données Economiques et Financières (BDEF).

La présente édition du rapport permet, non seulement d'actualiser les informations sur les entreprises modernes, mais aussi de disposer d'une base de données indispensable à tout exercice de planification et à la réalisation de diverses études. Il met ainsi en relief les entreprises et les branches d'activités les plus importantes selon les caractéristiques socio-économiques telles que le chiffre d'affaires et les effectifs employés. Le contexte est principalement marqué par la crise sanitaire du COVID-19.

Outre l'introduction et la conclusion, le rapport s'articule autour de dix (10) sections. La première fait un bref aperçu de la méthodologie utilisée. Les sections suivantes passent en revue l'implantation géographique, la forme juridique, l'activité économique exercée, l'emploi, le chiffre d'affaires. La dernière section, quant à elle, traite de la dynamique de création des entreprises.

1. APERÇU DE LA METHODOLOGIE

La mise en œuvre du répertoire des entreprises modernes est conforme au règlement N° 01/CM/AFRISTAT/2009 d'AFRISTAT sur le répertoire statistique d'entreprises. Cet outil est fondamental pour le suivi des unités économiques.

Définition et objectifs du répertoire

Le répertoire des entreprises est une base de données structurée, permettant d'identifier et de caractériser les entreprises en activités sur le territoire national. Il constitue ainsi un instrument de coordination statistique permettant, entre autres :

- la diffusion d'informations fiables sur les entreprises pour les besoins des utilisateurs ;
- le suivi de la démographie des entreprises ;
- la constitution d'échantillons pour les enquêtes et études auprès des entreprises ;
- les informations fiables pour l'élaboration des comptes nationaux.

Champ

Le répertoire des entreprises modernes enregistre les unités légales (siège) établies sur le territoire national, assujetties à la production d'une DSF et l'ayant déposé ou téléversé dans leur centre de rattachement de DGI. Ladite DSF étant élaborée selon le plan comptable en vigueur auquel ces entreprises sont soumises, en l'occurrence le SYSCOHADA révisé 2017, le système comptable des établissements de crédit, le système comptable des compagnies d'assurance et le système comptable des établissements de microfinance.

Les établissements rattachés à ces unités légales ne figurent pas en tant qu'unité dans le répertoire. Toutefois, leurs données économiques (chiffre d'affaires et effectifs employés) sont consolidées au niveau du siège.

Ce répertoire est une base de données dynamique qui répertorie toutes les entreprises formelles (unités légales) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. Il enregistre des informations permettant d'identifier administrativement, de localiser géographiquement, de contacter l'unité économique pour d'éventuelles sollicitations statistiques, et de la classer suivant des critères bien définis.

Sources de données

La DSF est la principale source de données utilisées pour la mise à jour du répertoire des entreprises. Les sources secondaires concernent notamment les données de l'Enquête Annuelle auprès des Entreprises en 2019 (EAE-2019), ainsi que les fichiers d'entreprises des administrations partenaires (DGI, GICAM). En outre, les DSF retardataires ou rectificatives correspondant aux exercices antérieurs (2018, 2029) pour des entreprises qui pour diverses raisons, n'ont pas téléversé leur DSF en 2020, sont prises en compte dans le répertoire de l'exercice sous revu.

Traitement des données

Le processus de traitement des données du répertoire 2020 se déroule en quatre principales étapes ci-après décrites :

❖ **Etape 1 : vérification et correction de l'identifiant unique des entreprises**

Une première opération consiste à procéder à l'apurement des NIU (Numéro d'immatriculation Unique) incorrects, dans les sources utilisées. En effet, la qualité du NIU, en termes de complétude et d'exactitude, est primordiale pour maximiser l'appariement entre les différentes sources de données utilisées dans la mise à jour du répertoire.

❖ **Etape 2 : Vérification et correction des variables de localisation, juridiques et économiques**

Cette étape permet de :

- i. S'assurer de l'exactitude des données sur la localisation géographique des entreprises, (Région, Département, Commune) en exploitant principalement les fichiers des contribuables actifs de la DGI;
- ii. Compléter les formes juridiques manquantes à travers les sources administratives et parfois via des recherches sur internet ;
- iii. Vérifier les égalités comptables entre le chiffre d'affaires total et la somme des différentes composantes du chiffre d'affaires (*ventes de marchandises, produits et services vendus, produits fabriqués et produits accessoires*) tout en procédant aux corrections nécessaires ;
- iv. Compléter les données de chiffre d'affaires pour certains établissements de crédits et d'assurances à partir des rapports officiels des associations auxquelles elles appartiennent, et ;
- v. Vérifier l'exhaustivité des grandes entreprises ainsi que l'exactitude de leur effectif employé.

❖ **Etape 3 : Mise à jour du répertoire 2019 par appariement des sources de données apurées de l'exercice 2020**

L'exploitation de la base de données des DSF de l'année 2020 a de prime abord permis de constituer un fichier de 18 811 entreprises issues des télédéclarations des entreprises, de la saisie des DSF physiques résiduelles de l'exercice 2020. Ensuite l'on a procédé à la mise à jour du répertoire gelé de l'édition 2019. A cet effet, l'identifiant fiscal des entreprises (NIU), a été utilisé comme principale clé d'appariement entre ces différents fichiers. Ce traitement permet d'identifier les "*entreprises nouvelles*" et d'actualiser les données des "*entreprises anciennes*". Les entreprises dont la dernière mise à jour des données date de 2017 ou antérieurement et ne figurant dans aucune des bases de données suscitées sont considérées statistiquement cessées.

❖ **Etape 4 : Imputation des données manquantes (variables économiques)**

- **Cas 1** : si une entreprise est nouvelle dans le fichier du répertoire 2020 et qu'elle est également créée en 2020, les valeurs d'imputations sont de zéro (0) pour son chiffre d'affaires et un (01) pour l'effectif employé ;
- **Cas 2** : pour une entreprise déjà présente dans le répertoire 2019 et dont on n'a pas eu de signe de vie en 2020, ses données de chiffres d'affaires et d'effectifs employés issues du répertoire 2019 sont reportées dans celui de 2020 ;
- **Cas 3** : Si une entreprise est déjà présente dans le répertoire 2019 et qu'en 2020, l'une des données économiques (chiffre d'affaires ou effectif employé) est manquante et l'autre présente, alors la donnée manquante est complétée en calculant la médiane des données des entreprises qui appartiennent à la même strate homogène qu'elle. Une **strate homogène** est constituée des entreprises localisées dans la même région de recensement, ayant la même forme juridique, appartenant à la même branche et de même type (TPE, PE, ME, GE).

Période de publication

Le répertoire et la démographie des entreprises modernes de l'exercice sous revu (année N) est en principe publié en fin d'année N+1.

Nomenclature utilisée

La codification des entreprises répertoriées est faite selon la Nomenclature des Activités du Cameroun rev1 (NACAM, rev1). Cette classification est une adaptation de la Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA, rev1), elle aussi issue de la Classification Internationale Type par Industries (CITI, rev4) des Nations Unies.

La NACAM rev1 est la nomenclature officielle rendue obligatoire par décret N°2016/0895/PM du 03 mai 2016.

Versions du répertoire

Le répertoire de l'exercice N-1 est généralement publié à partir d'une version dite « Répertoire gelé » qui est en principe la base de données définitives pour cet exercice. Toutefois il peut arriver qu'au cours des travaux de l'exercice suivant (N), des corrections soient apportées au répertoire gelé N-1, dans ce cas il est fait mention lors de la publication du répertoire N.

Les principales variables

Le répertoire décline les variables ci-dessous :

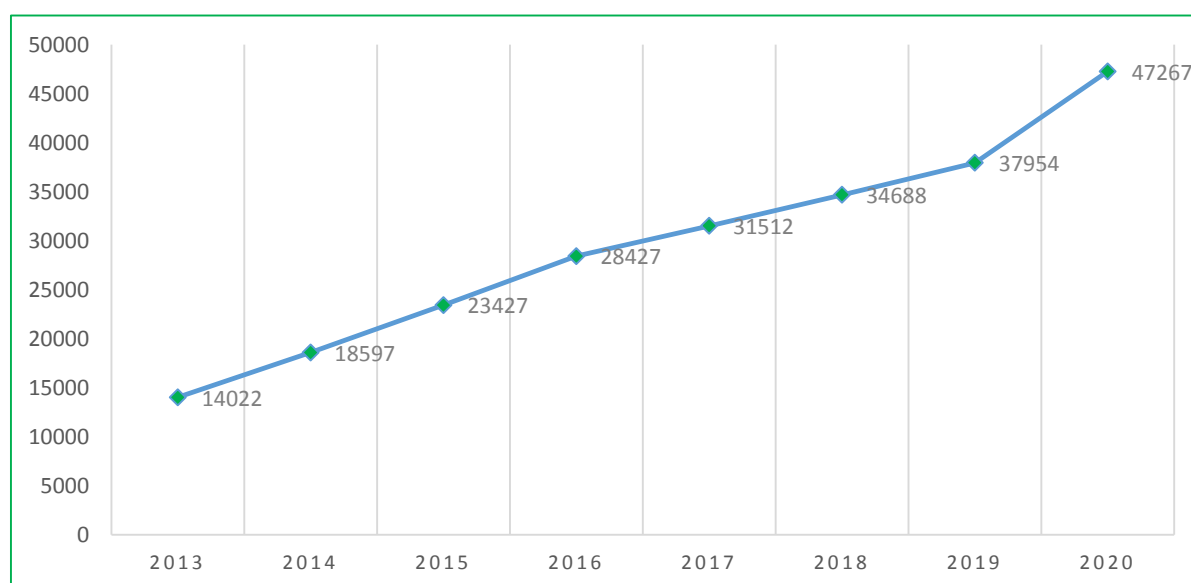
- | | |
|---|--|
| 1. le code d'identification fiscale encore appelé Numéro d'Identifiant Unique (NIU) ou numéro de contribuable ; | 16. le site web de l'entreprise ; |
| 2. le code d'identification statistique attribué par l'INS à l'entreprise et désigné CODE-INS ; | 17. la forme juridique ; |
| 3. le numéro du registre de commerce ; | 18. le capital de l'entreprise ; |
| 4. la raison sociale ; | 19. le chiffre d'affaires ; |
| 5. le sigle ; | 20. la taille (ou type) de l'entreprise ; |
| 6. la région administrative ; | 21. l'activité principale ; |
| 7. le département ; | 22. la branche d'activité ; |
| 8. l'arrondissement (ou commune) ; | 23. le secteur d'activité ; |
| 9. le quartier ; | 24. la dernière année de dépôt de la DSF ; |
| 10. la rue (ou lieu-dit) | 25. la date de création de l'entreprise ; |
| 11. la ville d'établissement du registre de commerce ; | 26. la date de début des activités économiques ; |
| 12. la ville d'implantation de l'entreprise ; | 27. le sexe du promoteur/principal dirigeant. |
| 13. la boîte postale de l'entreprise ; | |
| 14. les numéros de téléphone de l'entreprise ; | |
| 15. le courriel de l'entreprise ; | |

2. DYNAMIQUE DES ENTREPRISES MODERNES EN ACTIVITE

Au 31 décembre 2020, le nombre d'entreprises modernes en activité sur le territoire national est d'environ quarante-sept mille entreprises modernes (**47 267**), ce qui correspond à un accroissement de 24,5 % par rapport à 2019. Cette augmentation du nombre d'entreprises modernes est imputable à l'élargissement de la télédéclaration aux entreprises relevant des centres divisionnaires des Impôts (environ 15 000 unités). Signalons enfin que ces entreprises déposent majoritairement des DSF du Système minimal de trésorerie (SMT).

La figure 1 ci-après présente l'évolution du nombre d'entreprises modernes, c'est-à-dire celles qui déposent régulièrement une DSF auprès des services des impôts.

Figure 1 - Évolution du nombre d'entreprises modernes en activité



Source : INS/Centrale des Bilans 2020

L'augmentation régulière du nombre d'entreprises modernes en activité s'explique par les mesures prises par l'Etat depuis une dizaine d'années pour faciliter la transition des Unités de Production Informelles (UPI) de l'informel vers le secteur formel, notamment via la création d'une part, des Centres de Formalités de Création d'Entreprises (CFCE) pour servir de guichet unique dans la procédure de création d'entreprise et d'autre part, des Centres de Gestion Agréés (CGA) dans l'optique d'accompagner les entreprises dans l'accomplissement de leurs obligations fiscales. L'administration fiscale note ainsi que la population fiscale a considérablement augmenté sur la période 2015-2020 (+100%), notamment dans le secteur des PME. Sur le plan technologique, la généralisation depuis 2020 de la dématérialisation des procédures fiscales au Cameroun (entamée en 2018), a davantage contribué à l'amélioration de la couverture des DSF des micro et petites entreprises.

Les sections suivantes présentent la structure du tissu des entreprises en activité en 2020, selon les critères suivants : *localisation, forme juridique, secteur d'activité, branche d'activité, chiffre d'affaires hors taxes et emploi permanent*.

3. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ENTREPRISES

En 2020, la répartition des entreprises suivant la localisation géographique de leur siège montre que le tissu économique reste concentré dans les régions du Littoral (43,2%) et du Centre (39,3%). Les chefs-lieux respectifs de ces deux régions, à savoir Douala (40,7%) et Yaoundé (35,9%) regorgent à eux seuls un peu plus de trois quarts des unités répertoriées (82,5%), confirmant leur statut de « **principaux pôles de développement économique** » du pays. Viennent ensuite, et de loin, les régions de l'Ouest (5,3 %), du Sud-Ouest (2,8 %) et du Nord-Ouest (1,9 %). En revanche, les autres régions (Sud, Adamaoua, Extrême-Nord et Est) abritent chacune, moins de deux pourcents des entreprises.

Tableau 1 – Répartition (%) géographique des entreprises modernes en 2020

Région	Nombre d'entreprises		Variation (%)	Part (%) des régions	
	2019	2020	2019 à 2020	2019	2020
Littoral	16 134	20 436	+26,7	42,5	43,2
<i>Dont Douala</i>	15 089	19 237	+27,5	39,8	40,7
Centre	14 814	18 597	+25,5	39,0	39,3
<i>Dont Yaoundé</i>	13 883	16 947	+22,1	36,6	35,9
Ouest	2 286	2 506	+9,6	6,0	5,3
Sud-Ouest	1 142	1 329	+16,4	3,0	2,8
Nord-Ouest	903	908	+0,6	2,4	1,9
Sud	634	848	+33,8	1,7	1,8
Adamaoua	534	795	+48,9	1,4	1,7
Extrême-Nord	597	715	+19,8	1,6	1,5
Nord	502	595	+18,5	1,3	1,3
Est	408	538	+31,9	1,1	1,1
Ensemble des entreprises	37 954	47 267	+24,5	100,0	100,0

Source : INS/Centrales des Bilans 2019 et 2020

Cette concentration du tissu productif dans deux régions sur dix, plus précisément dans deux communautés urbaines sur quatorze, n'est pas de nature à freiner l'exode rural, ni même à favoriser le développement des autres régions du pays. Avec la mise en place des conseils régionaux en 2020 et l'exécution prochaine des Plans Régionaux de Développement (PRD) qui, pour la plupart sont en cours d'élaboration, il est à espérer dans les années à venir une évolution, tant du nombre d'entreprises que du poids des autres régions dans le tissu entrepreneurial national.

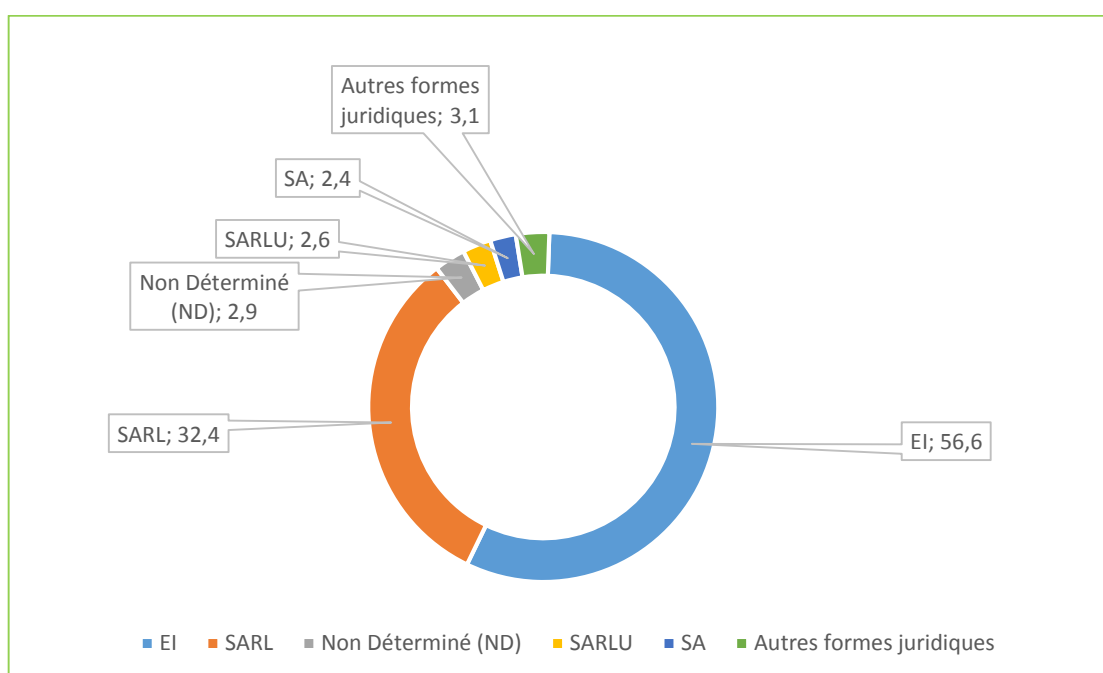
4. FORME JURIDIQUE DES ENTREPRISES

La forme juridique d'une entreprise donne une indication sur le montant minimum de capital dont les actionnaires/promoteurs sont appelés à mobiliser et sur les responsabilités de ceux-ci.

La physionomie juridique des entreprises en 2020 montre une fois de plus la prépondérance (56,6%) de l'Entreprise Individuelle (EI) par rapport aux formes sociétaires (43,4%). Il s'agit là d'un trait marquant du tissu économique camerounais. Pour ces EI, aucune distinction n'est faite entre le patrimoine de l'entreprise et celui du propriétaire. Cette forme juridique est préférée par les *commerçants*, les *artisans*, les *agriculteurs* ou encore par des personnes exerçant une *profession libérale* (avocat, notaire, médecin, etc.).

Après les entreprises individuelles, on retrouve en deuxième position les Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) qui représentent 32,4 % des entreprises. Cette forme juridique semble plus adaptée aux petites et moyennes entreprises, car elle offre des coûts de fonctionnement réduits et présente l'avantage de limiter la responsabilité des associés à leurs apports respectifs. Viennent ensuite et par ordre d'importance, les Sociétés à Responsabilité Limitée Unipersonnelle ou SARLU (2,6%), les Sociétés Anonymes (2,4%), les Sociétés Civiles Immobilières ou SCI (1,4%), les organisations de l'économie sociale (*coopératives, mutuelles, associations, fondations, etc.*) avec un poids de 0,8% et les Sociétés Civiles Professionnelles ou SCP (0,2%). Les autres formes juridiques (*Sociétés à capital public, Etablissements publics, Groupe d'Intérêt Economique, Sociétés en nom collectif, Société par Action Simplifiée, etc.*) représentent 3,6%.

Figure 2 - Répartition (%) des entreprises modernes selon la forme juridique en 2020,



Source : INS/Centrales des Bilans 2020

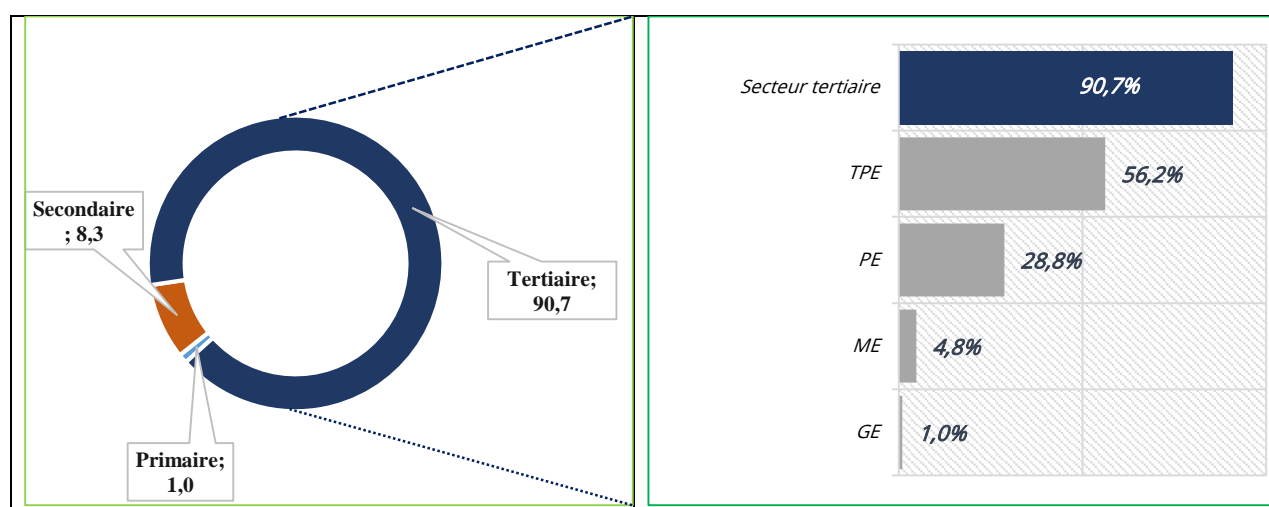
Comparativement à 2019, la proportion des « EI » a baissé de 0,2 points, au profit des « SARL » (+0,8 point).

5. ACTIVITES ECONOMIQUES EXERCEES

5.1. Répartition des entreprises selon le secteur d'activité

En 2020, la structure sectorielle des entreprises en restée la même qu'en 2019. Le secteur « **tertiaire** », qui regroupe les activités de commerce reste largement dominant avec près de neuf entreprises modernes sur dix (90,7%). Il est suivi du secteur « **secondaire** » qui compte 8,3% des entreprises modernes. Le poids marginal du secteur « **primaire** » de 1,0% du tissu économique moderne n'est pas une surprise, car la plupart des unités qui y exercent sont des petites exploitations agricoles très souvent informelles, donc hors du champ de cette étude.

Figure 3 - Répartition (%) des entreprises modernes par secteur d'activité en 2020



Source : INS/Centrales des Bilans 2020

5.2. Répartition des entreprises par branche d'activité

Globalement, comme en 2019, les activités économiques se concentrent autour de **neuf (09) principales branches d'activités** qui concentrent plus de 90 % des unités (cf. tableau 3). Sur le plan numérique, deux branches se distinguent particulièrement, car elles totalisent plus de 74% de l'ensemble des entreprises. Il s'agit de la branche « **Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules** » pour laquelle l'on dénombre 19 850 unités, soit 42,0% et la branche « **Activités fournies principalement aux entreprises** » qui regroupe 15 325 entreprises en 2020, soit environ 32,4% du total.

Le niveau d'investissement relativement faible requis au démarrage ainsi que les coûts de fonctionnement **relativement** bas pour les entreprises opérant dans l'une ou l'autre de ces deux branches pourraient expliquer leur attractivité.

Les sept (07) autres branches d'activités sur les neuf sus évoquées sont : la « **Construction** » (3,8 %), l'« **Hébergement et restauration** » (3,0 %), le « **Transport et entreposage** » (3,0 %), les « **Activités éducatives** » (3,3 %), les « **Activités pour la santé humaine et action sociale** » (1,9 %), les « **Activités d'information et de télécommunications** » (1,5 %) et les « **Activités immobilières** » (1,7 %).

Tableau 2 – Répartition (%) des entreprises modernes par branche d'activité en 2020

Code Branche	Libellé de la branche d'activité	Nombre d'entreprises	Poids (%) de la branche
1	Agriculture	229	0,48
2	Elevage et chasse	83	0,18
3	Sylviculture et exploitation forestière	155	0,33
4	Pêche et aquaculture	9	0,02
Sous-total - Secteur primaire		476	1,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	33	0,1
6	Extraction des minerais	97	0,2
7	Industrie de la viande et du poisson	6	0,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	19	0,0
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	50	0,1
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	84	0,2
11	Fabrication de produits à base de céréales	287	0,6
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	51	0,1
13	Industrie de boissons	45	0,1
15	Industries du textile et de la confection	78	0,2
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	9	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	242	0,5
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	335	0,7
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	0,0
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	88	0,2
21	Production de caoutchouc et fabrication plastiques d'articles en caoutchouc et en matières	41	0,1
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	37	0,1
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	221	0,5
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	23	0,0
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	14	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	12	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a	158	0,3
28	Réparation et installation des machines et équipements	80	0,2
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	33	0,1
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	65	0,1
31	Construction	1801	3,8
Sous-total - Secteur secondaire		3 911	8,3
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	19850	41,6
33	Hébergement et restauration	1438	3,0
34	Transport et entreposage	1425	3,0
35	Activité d'information et de télécommunications	709	1,5
36	Activités financières et d'assurance	489	1,0
37	Activités immobilières	796	1,7
38	Activités fournies principalement aux entreprises	15325	32,4
40	Activités éducatives	1559	3,3
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	919	1,9
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	370	0,8
Sous-total - Secteur tertiaire		42 880	90,3
Total général		47 267	100,0

Source : INS/Centrales des Bilans 2020

6. SITUATION DE L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES MODERNES

Les entreprises modernes totalisent plus de trois cent soixante-quatre mille quatre-vingt-onze (364 091) employés permanents en 2020 (Cf. tableau 3). Ce nombre est en diminution de -2,7 % par rapport à 2019.

6.1. Répartition des entreprises par tranches d'effectifs employés

En 2020, les entreprises comptant au plus cinq (05) employés sont de loin les plus nombreuses, soit neuf entreprises sur dix, mais cumulent seulement 15,8 % des emplois. Par ailleurs, la proportion des entreprises ayant plus de 100 employés est de 1,0%, chiffre qui n'a presque pas varié par rapport à 2019. Toutefois, cette catégorie d'entreprise concentre la majorité des emplois (57,3%). Les proportions d'entreprises dans les tranches d'effectifs « 6 à 10 employés », « 11 à 20 employés » et « 21 à 100 employés », ont connu une baisse en 2020, respectivement de - 3,8 point, -0,8 point et -0,7 point. En revanche, la proportion d'entreprises employant entre 1 et 5 a relativement augmenté à 86,2 %, soit +5,6 points.

Tableau 3 – Répartition (%) des entreprises modernes selon le nombre d'employés en 2020

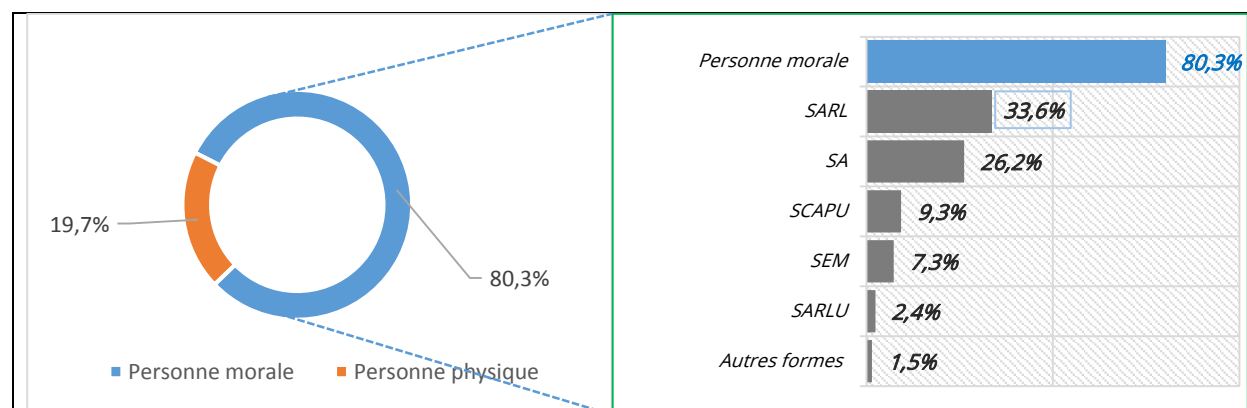
Tranche d'effectifs employés	Nombre d'entreprises	Pourcentage de la strate	Emplois permanents	
			Effectif cumulé	Poids (%)
1 à 5 employés	40734	86,2	57 429	15,8
6 à 10 employés	3383	7,2	24 672	6,8
11 à 20 employés	1391	2,9	20 003	5,5
21 à 100 employés	1275	2,7	53 209	14,6
Plus de 100 employés	484	1,0	208 779	57,3
Total	47 267	100,0	364 091	100,0

Source : INS/Centrales des Bilans 2020

6.2. Répartition des emplois selon la forme juridique

La répartition de l'emploi permanent selon la forme juridique regroupée (personne morale, personne physique) révèle que les entreprises « personne morale » concentrent 80,3% des emplois, alors que cette catégorie est démographiquement minoritaire (44 % des entreprises). Au sein de ces formes sociétaires, l'emploi est concentré autour des Sociétés Anonymes « SA » (34,2%), des Sociétés à Responsabilité Limitée « SARL » (33,1%), des Sociétés à capital public (10,0%).

Figure 4 - Répartition (%) de l'emploi total selon la forme juridique en 2020

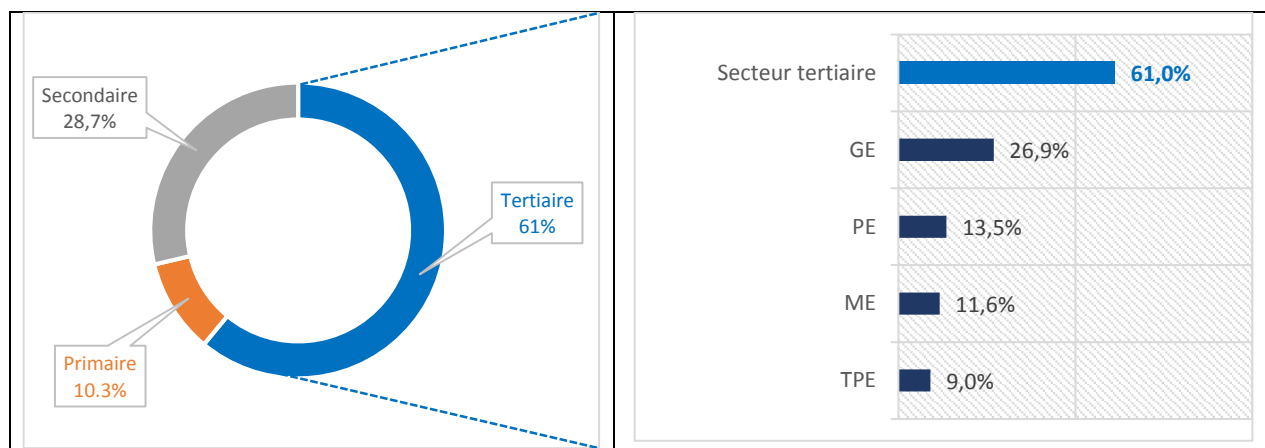


Source : INS/Centrales des Bilans 2020

6.3. Répartition des emplois par secteur d'activité

Selon le secteur d'activité, le « *Tertiaire* » est le principal pourvoyeur d'emplois (61,0 %), suivi du « *Secondaire* » (28,7 %) et enfin du « *Primaire* » (10,3 %). (Cf. figure 5).

Figure 5 - Répartition (%) des emplois permanents selon le secteur d'activités en 2020



Source : INS/Centrales des Bilans 2020

Dans le primaire, la branche « **Agriculture** » (28 627) demeure le premier réceptacle d'emplois. Elle est suivie de loin par la branche « **Sylviculture et exploitation forestière** » (8 010).

En ce qui concerne le secteur secondaire, les emplois sont principalement portés par la branche « **Construction** » qui emploie 25 344 personnes. Les autres branches d'activités parmi les plus pourvoyeuses d'emplois sont : « **Production de caoutchouc et fabrication plastiques d'articles en caoutchouc et en matières** » (9 416) ; « **Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux** » (8 707) ; « **Industries du bois sauf fabrication des meubles** » (8 261) ; « **Industrie de boissons** » (6 544) ; « **Fabrication de produits à base de céréales** » (6 689) ; « **Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques** » (5 898) ; « **Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets** » (5 268) ; « **Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux** » (5 084) et « **Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné** » (5 039).

Quant à la répartition des emplois dans le secteur tertiaire, le « **Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules** » génèrent le plus grand nombre d'emplois (69 939), suivi des « **Activités fournies principalement aux entreprises** » (61 909) et de la branche « **Transport et entreposage** » (24 991 emplois).

Tableau 4 – Répartition (%) des emplois selon la branche d'activité en 2020

Code Branche	Libellé de la branche d'activité	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Effectif total	Poids (%)
1	Agriculture	229	125	28 627	7,9
2	Elevage et chasse	83	10	860	0,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	155	52	8 010	2,2
4	Pêche et aquaculture	9	7	66	0,0
Sous-total - Secteur primaire		476	78,9	37 562	10,3
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	33	43	1 408	0,4
6	Extraction des minerais	97	13	1 283	0,4
7	Industrie de la viande et du poisson	6	93	558	0,2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	19	69	1 304	0,4
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	50	59	2 928	0,8
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	84	104	8 707	2,4
11	Fabrication de produits à base de céréales	287	23	6 689	1,8
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	51	32	1 654	0,5
13	Industrie de boissons	45	145	6 544	1,8
15	Industries du textile et de la confection	78	18	1 375	0,4
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	9	6	56	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	242	34	8 261	2,3
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	335	8	2 732	0,8
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	344	687	0,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	88	67	5 898	1,6
21	Production de caoutchouc et fabrication plastiques d'articles en caoutchouc et en matières	41	230	9 416	2,6
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	37	42	1 560	0,4
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	221	23	5 084	1,4
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	23	5	106	0,0
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	14	2	25	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	12	51	606	0,2
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a	158	5	821	0,2
28	Réparation et installation des machines et équipements	80	12	958	0,3
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	33	153	5 039	1,4
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	65	81	5 268	1,4
31	Construction	1801	14	25 344	7,0
Sous-total - Secteur secondaire		3 911	26,7	104 308	28,7
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	19850	4	69 939	19,2
33	Hébergement et restauration	1438	6	9 265	2,5
34	Transport et entreposage	1425	18	24 991	6,9
35	Activité d'information et de télécommunications	709	21	1 4615	4,0
36	Activités financières et d'assurance	489	32	15 882	4,4
37	Activités immobilières	796	3	2 549	0,7
38	Activités fournies principalement aux entreprises	15325	4	61 909	17,0
40	Activités éducatives	1559	10	14 828	4,1

Code Branche	Libellé de la branche d'activité	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Effectif total	Poids (%)
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	919	5	4 966	1,4
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales...	370	9	3 277	0,9
Sous-total - Secteur tertiaire		42 880	5,1	222 221	61,0
Total général		47 267	7,7	364 091	100,0

Source : INS/Centrales des Bilans 2020

6.4. Répartition des emplois selon la localisation

En rappel, le traitement des données économiques à l'instar de l'emploi obéit à la logique de l'entreprise siège, en l'absence des données détaillées sur les établissements. Sur la base de ce proxy, l'on note que 54,1 % des emplois sont offerts par des entreprises ayant leur siège social dans la Région du Littoral. Cette proportion est de 28,3 % pour la région la Région du Centre qui occupe la deuxième position des régions les plus pourvoyeuses d'emplois.

Tableau 5 – Répartition régionale (%) des emplois des entreprises modernes en 2020

Région	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Effectif total	Poids (%)
Littoral	20 436	9,6	196 834	54,1
dont Douala	19 237	9,6	184 902	50,8
Centre	18 597	5,3	102 879	28,3
dont Yaoundé	16 947	5,6	94 703	26,0
Sud-Ouest	2 506	20,1	26 648	7,3
Ouest	1 329	4,2	10 621	2,9
sud	848	11,2	9 566	2,6
Nord	595	9,8	5 843	1,6
Nord-Ouest	908	4,6	4 203	1,2
Extrême-Nord	715	3,8	2 683	0,7
Adamaoua	795	3,3	2 608	0,7
Est	538	4,1	2 206	0,6
Ensemble	47 267	7,7	364 091	100,0

Source : INS/Centrales des Bilans 2020

7. CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES

En 2020, le Chiffre d'Affaires Hors Taxes (CAHT) global de l'ensemble des entreprises modernes s'élève à **12 885,0 milliards de FCFA** contre 13 174, 8 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse en valeur nominale de **-2,2%**.

7.1. Répartition des entreprises par tranches de chiffre d'affaires

Les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à cinquante (50) millions de FCFA sont les plus nombreuses 78,4%, pour un CAHT cumulé de trois cent-trente-quatre (334) milliards de FCFA, soit 2,7% du CAHT global. En revanche, les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur trois (03) milliards de FCFA représentent seulement 0,1 % des entreprises, mais concentrent 50,2% du CAHT total.

Tableau 6 – Répartition des entreprises selon la tranche de CAHT en 2020

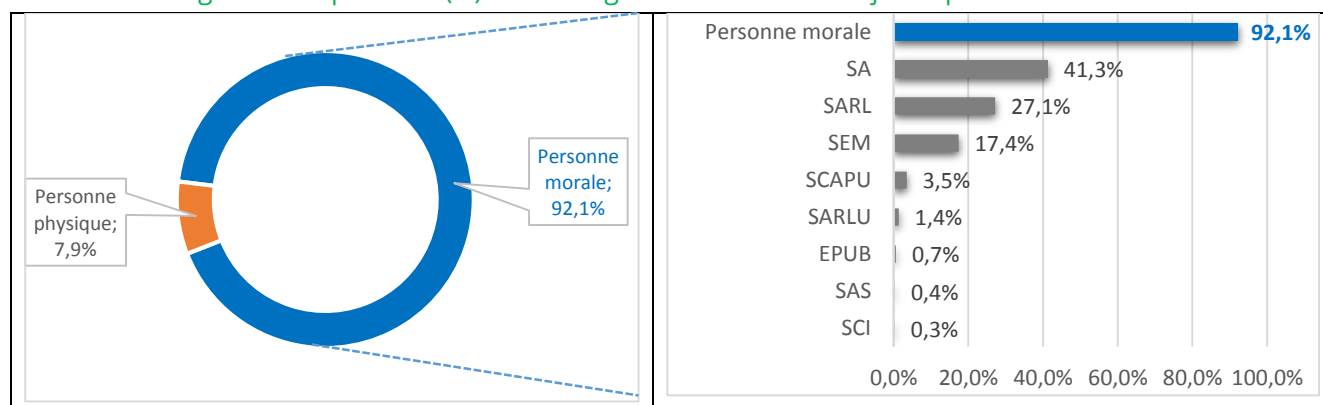
Tranches de chiffre d'affaires (en FCFA)	Nombre d'entreprises	Pourc. (%)	CAHT moyen (en millions de FCFA)	CAHT cumulé (en millions de FCFA)	Poids de la tranche dans le CAHT (%)
< à 15 millions	29 722	62,9	4,3	126 363	1,0
[15 millions - 50 millions [	7 812	16,5	27,9	217 803	1,7
[50 millions - 100 millions [	3 993	8,4	68,1	271 931	2,1
[100 millions - 250 millions [	2 768	5,9	156,2	432 449	3,4
[250 millions - 01 milliard [	2 787	5,9	1 308,0	3 645 261	28,3
[01 milliard - 3 milliards [	106	0,2	16 298,8	1 727 669	13,4
≥ 3 milliards	69	0,1	93 674,8	6 463 559	50,2
Non disponible	10	0,0	//	//	//
Total	47. 267	100,0	272,7	12 854 316	100,0

Source : INS/Centrales des Bilans 2020

7.2. Répartition du chiffre d'affaires selon la forme juridique

En 2020, le chiffre d'affaires global des entreprises modernes est généré à près de 92,1 % par les personnes morales. Dans le détail, cette contribution est inégalement répartie. Les Sociétés Anonymes (SA) et les Sociétés à Responsabilité limitée (SARL) en génèrent respectivement 41,3% et 27,1%. Les sociétés d'économie mixte occupent la troisième position avec une part de 17,5 % dans le CAHT global. Les formes sociétaires autres que celles suscitées pèsent environ 5,0%, soit un poids comparable à celui des EI.

Figure 6 - Répartition (%) du CAHT global selon la forme juridique en 2020

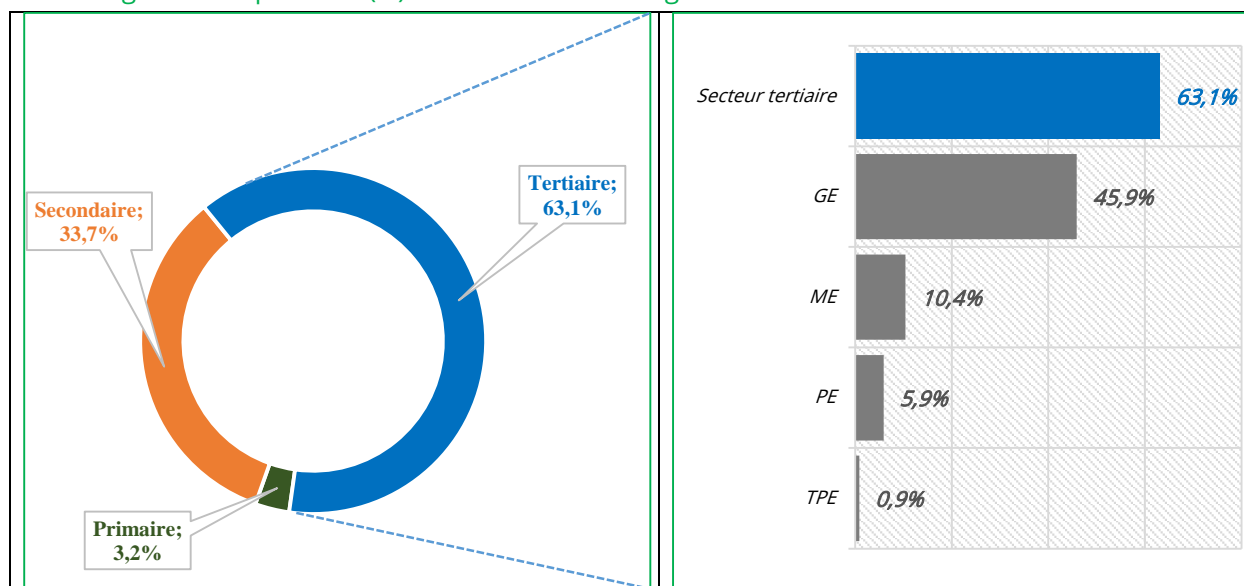


Source : INS/Centrales des Bilans 2020

7.3. Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité

En 2020, la ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité (Cf. figure 7) confirme le rôle économique de premier plan du secteur « Tertiaire », lequel génère 63,1 % du CAHT total. Il est suivi du secteur « Secondaire », avec 33,7%. Le poids du secteur « Primaire » dans le CAHT total reste marginal.

Figure 7 - Répartition (%) du Chiffre d'affaires global selon le secteur d'activité en 2020



Source : INS/Centrales des Bilans 2020

Suivant l'activité, la branche « Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » reste dominante en 2020, générant à elle seule 32,0% du chiffre d'affaires global des entreprises. Les branches « Activités financières et d'assurance » avec 9,9%, « Construction » avec 7,3 % et « Activités fournies principalement aux entreprises » (7,3%), suivent dans l'ordre. Les « Activités d'information et de télécommunication », Le « Transport et entreposage », l'« Industrie des boissons », la « Production d'électricité, de gaz et d'air conditionné », l'« Extraction des hydrocarbures », et la « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » bouclent le top 10 des branches d'activités en terme de chiffre d'affaires.

Au bas de l'échelle, l'on retrouve les branches telles que la « Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie », la « Pêche et aquaculture », l'« Industries du cuir et fabrication des chaussures », l'« Industrie de la viande et du poisson », et la « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a ».

Par ailleurs, le CAHT moyen s'établit à **272,7 millions de FCFA** pour l'ensemble des entreprises modernes. Suivant cet indicateur, vingt-cinq (25) branches d'activités sont performantes en 2020. C'est le cas en particulier des branches : « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (79 293,3 millions de FCFA), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (14 493,1 millions de FCFA), « Industrie de boissons » (11 062,0 millions de FCFA) « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (9 785,3 millions de FCFA), et « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (9 922,1 millions de FCFA).

Le commerce se situe dans la tranche inférieure, détenant la première place en matière de CAHT généré seulement en raison du nombre d'entreprises qu'il regorge. Il en est de même de la branche « Activités fournies principalement aux entreprises ». Parmi les cinq branches les moins représentatives dans le chiffre d'affaires, une seule est performante ; il s'agit de l'« Industrie de la viande et du poisson », qui compte six (06) unités.

Tableau 7 – Répartition du chiffre d'affaires global selon la branche d'activité en 2020

Code Branche	Libellé de la branche d'activité	Nombre d'entreprises	CAHT moyen (en millions de FCFA)	CAHT Cumulé (en millions de FCFA)	Poids (%)
1	Agriculture	228	989,2	225 547	1,8
2	Élevage et chasse	82	328,5	26 937	0,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	155	989,7	153 404	1,2
4	Pêche et aquaculture	9	139,8	1 258	0,0
Sous-total - Secteur primaire		474		407 146	3,2
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	33	9785,3	322 915	2,5
6	Extraction des minerais	97	368,2	35 717	0,3
7	Industrie de la viande et du poisson	6	366,0	2 196	0,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	19	9922,1	188 519	1,5
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	50	4209,8	210 488	1,6
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	84	2473,3	207 760	1,6
11	Fabrication de produits à base de céréales	285	318,1	90 670	0,7
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	51	2157,8	110 049	0,9
13	Industrie de boissons	45	11062,0	497 791	3,9
15	Industries du textile et de la confection	78	176,2	13 746	0,1
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	9	151,4	1 362	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	242	563,1	136 280	1,1
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	335	173,8	58 211	0,5
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	79293,3	158 587	1,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	88	1646,2	144 864	1,1
21	Production de caoutchouc et fabrication plastiques d'articles en caoutchouc et en matières	41	2010,2	82 419	0,6
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	37	7311,7	270 533	2,1
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	221	1279,9	282 853	2,2
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	22	140,7	3 096	0,0
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	14	22,5	315	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	12	592,2	7 107	0,1
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a	158	103,7	16 383	0,1
28	Réparation et installation des machines et équipements	80	155,8	12 468	0,1
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	33	14493,1	478 274	3,7
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	65	1169,6	76 026	0,6
31	Construction	1801	521,6	939 321	7,3
Sous-total - Secteur secondaire		3 908		4 347 952	33,7
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	19846	208,0	4 127 939	32,0

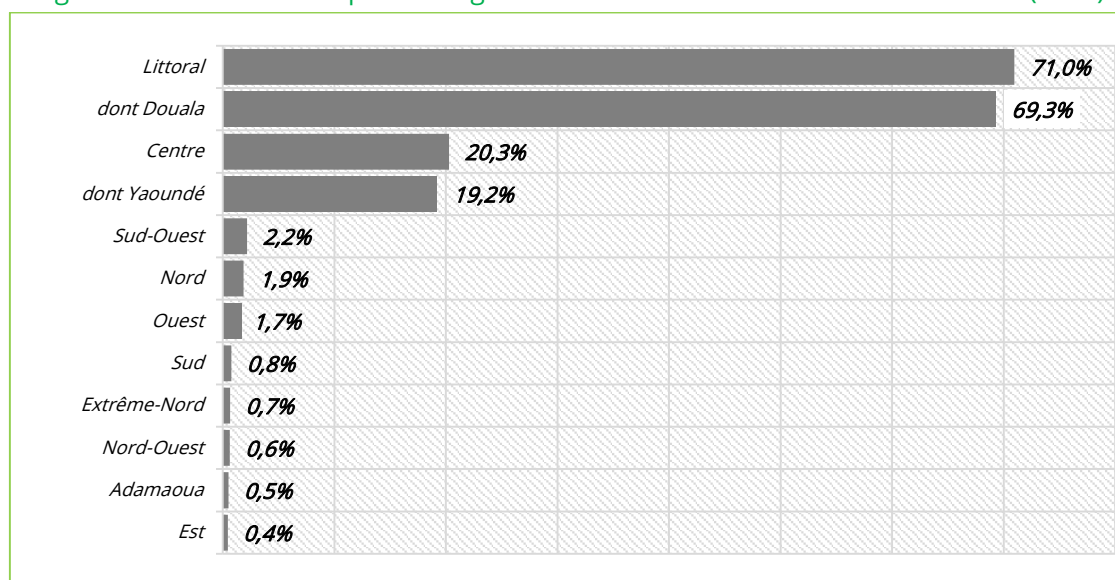
Code Branche	Libellé de la branche d'activité	Nombre d'entreprises	CAHT moyen (en millions de FCFA)	CAHT Cumulé (en millions de FCFA)	Poids (%)
33	Hébergement et restauration	1438	40,8	58 688	0,5
34	Transport et entreposage	1425	464,3	661 656	5,1
35	Activité d'information et de télécommunications	709	1229,4	871 645	6,8
36	Activités financières et d'assurance	489	2617,6	1 279 995	9,9
37	Activités immobilières	796	63,3	50 368	0,4
38	Activités fournies principalement aux entreprises	15325	61,0	935 442	7,3
40	Activités éducatives	1558	41,8	65 117	0,5
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	919	47,3	43 498	0,3
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	370	96,2	35 588	0,3
Sous-total - Secteur tertiaire		47 257		8 129 935	63,1
Non Disponible		10	//	//	0,0
Total général		47 267	272,7	12 885 034	100,0

Source : INS/Centrales des Bilans 2020

7.4. Répartition du chiffre d'affaires selon la localisation

En rappel, l'indicateur de désagrégation du CAHT utilisé est un proxy, qui obéit à la logique de l'entreprise siège en l'absence de données détaillées des établissements. Sur cette base, il ressort qu'en 2020, les entreprises dont le siège social se trouve dans la Région du Littoral génèrent plus deux tiers du CAHT total. Il faut noter que cette région concentre la majorité des grandes entreprises. Les entreprises ayant leur siège social dans la Région du Centre suivent avec un chiffre d'affaires cumulé de 20,2% du total. Les huit (08) autres Régions se partagent les 14% restant du chiffre d'affaires, alors qu'elles abritent 18% des entreprises.

Figure 8 - Poids économique des régions en termes de chiffre d'affaires en 2020 (en %)



Source : INS/Centrales des Bilans 2020

8. TOP 15 DES ENTREPRISES CLASSEES SELON LES EFFECTIFS EMPLOYES

Le classement 2020 des entreprises en termes d'emplois garde la même tendance que les années précédentes. En effet, depuis trois (03) ans, la CDC conserve sa première place. Malgré la réduction importante de la production, en liaison avec la crise sociopolitique qui secoue les du Nord-Ouest et du Sud-Ouest marquée par des violences perpétrées sur les employés, l'Etat a pris des mesures sociales pour maintenir l'emploi dans cette agro-industrie publique.

La CDC est suivie des sociétés « G4S CAMEROUN » et « PHP » qui occupent respectivement les deuxième et troisième places de ce classement.

Par ailleurs, le top 15 en termes d'effectifs employés reste dominé par les entreprises opérant dans *l'agro-industrie, le placement de personnel, le gardiennage et les activités d'Information et des Télécommunications*.

Enfin, le cumul des emplois (68 790 personnes) dans ces quinze (15) entreprises représente près de 22,7 % du total des effectifs permanents des entreprises modernes. Notons que les entreprises du top 15 régressent en termes d'emploi de - 2,0 %, baisse imputable à la survenue de la pandémie du COVID 19.

Tableau 8 – Top 15 des entreprises classées selon les effectifs employés permanents en 2020

RANG	RAISON SOCIALE	SIGLE	VILLE (Siège social)	Changement de rang	Evolution des effectifs en 2020
1er	CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION	CDC	LIMBE	0	=
2ème	GROUPE 4 SECURITY	G4S CAMEROUN	DOUALA	0	↓
3ème	PLANTATIONS DU HAUT PENDJA	PHP	NYOMBE	0	↓
4ème	HEVEA DU CAMEROUN	HEVECAM S.A	NIETE	0	↓
5ème	CIBLE RESSOURCES HUMAINES EMPLOI	CIBLE RH	DOUALA	0	=
6ème	THE ENERGY OF CAMEROON (<i>EX AES SONEL</i>)	ENEO CAMEROON	DOUALA	0	↓
7ème	CAMEROON TELECOMMUNICATIONS	CAMTEL	YAOUNDE	+1	↑
8ème	HYGIENE ET SALUBRITE DU CAMEROUN	HYSACAM	DOUALA	-1	↓
9ème	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	DOUALA	0	↓
10ème	RAZEL CAMEROUN	RAZEL CAMEROUN	YAOUNDE	Nouveau	↑
11ème	SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES	SOCAPALM	DOUALA	0	↑
12ème	SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE	SAFACAM	DOUALA	-2	↓
13ème	PAMOL PLANTATION LTD	PAMOL	EKONDO-TITI	-2	=
14ème	CAMEROON RADIO TELEVISION	CRTV	YAOUNDE	-1	↑
15ème	AFRICA SECURITY	ASCAM	DOUALA	0	=

Source : INS/Centrales des Bilans 2020

En 2020, RAZEL CAMEROUN fait son entrée dans le classement, avec une hausse de ses effectifs employés. Sept entreprises de ce top 15 ont créé de nouveaux emplois et cinq autres ont détruit des emplois.

9. TOP 15 DES ENTREPRISES CLASSEES SELON LE CHIFFRE D'AFFAIRES

En 2020, les quinze (15) entreprises formelles les plus importantes en termes de chiffre d'affaires exercent pour la plupart dans la *distribution des hydrocarbures*, les *télécommunications* et le *commerce de produits agro-alimentaires*.

En 2020, pour la première fois, la banque Société Générale du Cameroun est la plus importante des entreprises. Elle remplace la Société Nationale de Raffinage (**SONARA**), l'unique unité de raffinage du pétrole brut du Cameroun qui a occupé le premier rang de ce palmarès en 2017 et 2018. Notons que la SONARA subit une chute de 11 places dans ce classement, et cela est une conséquence du grave incendie survenue en 2019 qui a endommagé son outil de production.

La présence dans ce top 15 de quatre (04) compagnies exerçant dans le commerce d'hydrocarbures témoigne de l'importance grandissante de ce secteur dans l'économie camerounaise. D'ailleurs, malgré le déclin de la SONARA, la société **TOTAL CAMEROUN** conserve la deuxième place dans ce classement.

La place occupée par l'entreprise publique d'égrainage de coton (**SODECOTON**) dans ce top 15, malgré la perte d'une place en 2020, témoigne des efforts consentis par l'Etat pour booster la filière coton, notamment via des projets de construction de nouvelles installations industrielles (*10^e usine d'égrenage de coton à Gouna dans le Mayo-Danai et 3^{ème} huilerie à Ngaoundéré*).

Aussi, on remarque l'entrée dans ce top 15 de 2020 des sociétés « **SOCIETE DE REPRESENTATION ET DE COMMERCE** » et « **AFRILAND FIRST BANK** » qui occupent respectivement les 14^{ème} et 15^{ème} place. A contrario, on note la sortie de ce top 15 de PERENCO RIO DEL REY et OLA ENERGY CAMEROON S.A.

Par ailleurs, le cumul du CAHT des trois premières entreprises représente plus d'un tiers (35,5 %) du total du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises du top 15. Quant au top 15, il représente à lui seul 25,9 % du CAHT global de l'ensemble des entreprises modernes en 2020.

Tableau 9 – Top 15 des entreprises classées selon le chiffre d'affaires en 2020

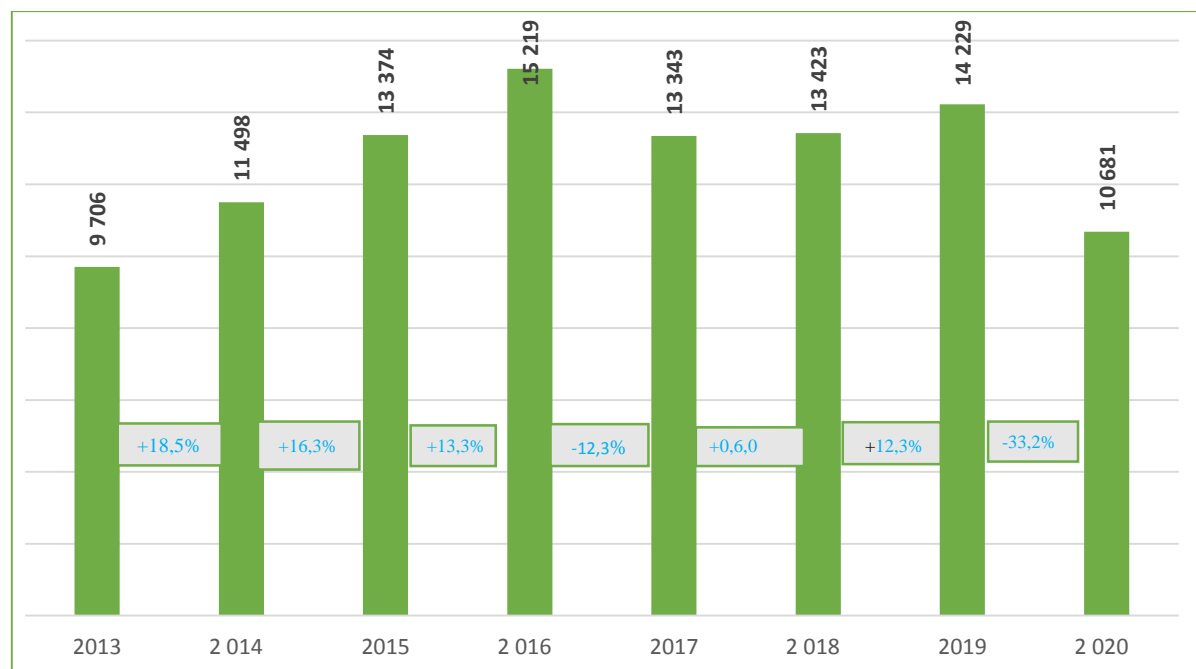
RANG	RAISON SOCIALE	SIGLE	VILLE (Siège social)	Changemen t de rang	Evolution du CA en 2020
1er	SOCIETE GENERALE DU CAMEROUN	SGC	DOUALA	+2	↑
2ème	TOTAL CAMEROUN S.A	TOTAL CAMEROUN SA	DOUALA	0	↑
3ème	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	DOUALA	+2	↑
4ème	THE ENERGY OF CAMEROON	ENEO CAMEROON	DOUALA	0	↑
5ème	TRADING EXPLOITATION S.A	TRADEX	YAOUNDE	+2	↑
6ème	ORANGE CAMEROUN S.A	ORANGE	DOUALA	+2	↑
7ème	MOBILE TELECOMMUNICATION NETWORK S.A	MTN	DOUALA	+2	↑
8ème	PERENCO CAMEROUN	PERENCO CAMEROUN	DOUALA	-2	↓
9ème	CONGELE DU CAMEROUN S.A	CONGELCAM	DOUALA	+2	↑
10ème	OLAM CAMEROUN SA	OLAM CAMEROUN	DOUALA	0	↓
11ème	CAMEROON TELECOMMUNICATIONS	CAMTEL	YAOUNDE	+2	↑
12ème	SOCIETE NATIONALE DE RAFFINAGE	SONARA	LIMBE	-11	↓
13ème	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON DU CAMEROUN	SODECOTON	GAROUA	-1	↓
14ème	SOCIETE DE REPRESENTATION ET DE COMMERCE	SOREPCO	DOUALA	Nouveau	↑
15ème	AFRILAND FIRST BANK	AFRILAND FIRST BANK	YAOUNDE	Nouveau	↑

Source : INS/Centrales des Bilans 2020

10. DYNAMIQUE DE CREATION DES ENTREPRISES DANS LES CFCE

En 2020, 10 681 entreprises ont été créées dans l'ensemble des dix (10) CFCE que comptait le pays à l'époque (Cf figure 9). Globalement, le nombre de création d'entreprises baisse de façon importante par rapport à 2019 (-33,2%). Cette situation est due principalement à la crise sanitaire du COVID 19 qui a entraîné la mise en place de mesures restrictives parmi lesquelles : la fermeture des frontières, les restrictions des mouvements de populations et la réduction du service public.

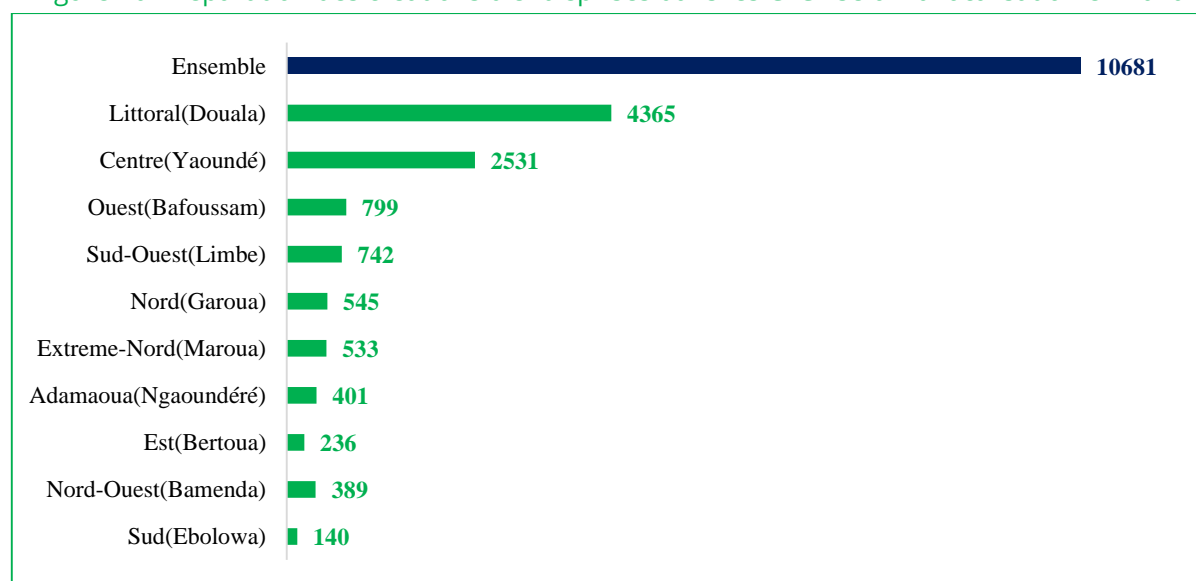
Figure 9 - Evolution des créations d'entreprises dans les CFCE, selon la localisation



Source : MINPMEESA/ CFCE 2020

Le profil des créations d'entreprises selon les Régions est quasiment semblable à la réalité du tissu économique local.

Figure 10 - Répartition des créations d'entreprises dans les CFCE selon la localisation en 2020



Source : MINPMEESA/ données des CFCE en 2020

Encadré

Evolution du cadre réglementaire et institutionnel des CFCE

L'avènement depuis 2010 des Centres de Formalités de Créations d'Entreprises (CFCE), impulsé par le Cameroun Business Forum (CBF) constitue une importante réforme opérée par le Gouvernement, dans le sens de l'amélioration du climat des affaires. Dans son principe, cette réforme vise à simplifier les procédures de création des entreprises qui désormais se font en un guichet unique. A cet effet, d'importants textes ont vu le jour :

- ✓ L'Instruction No 001/CAB/PM du 18 Mars 2010 Relative aux formalités administratives de création des entreprises au Cameroun ;
- ✓ L'Instruction n°004/CAB/PM du 25 mai 2012 relative aux formalités administratives de création d'entreprises au Cameroun la Circulaire Interministérielle N°001/ MINJUSTICE- MINPMEESA-MINFI du 30 mai 2012 relative à la procédure devant les Centres de Formalités de Création d'Entreprises.

Dix (10) innovations majeures dans la facilitation de la création d'entreprises, ont été introduites, relatives :

1. *au coût (qui passe de 53 000 FCFA à 41 500 pour les personnes physiques) ;*
2. *les pièces à fournir (plus besoin de certifier sa CNI) ;*
3. *au titre de propriété (qui n'est plus exigible) ;*
4. *à la Signature électronique¹ (instaurée conformément à l'Acte Uniforme OHADA révisé portant sur le droit commercial général) ;*
5. *à l'Extrait du casier judiciaire (Différé de trois mois, après avoir fait une déclaration sur l'honneur) ;*
6. *au Frais de bail (suppression de 10% des frais annuels de bail du local abritant l'entreprise jadis exigé lors de la création) ;*
7. *au Statut de l'entrepreneur (catégorie juridique introduite conformément l'Acte Uniforme OHADA) ;*
8. *à l'Etablissement des registres de commerce (Mise à disposition du greffier détaché au CFCE d'une série de numéros avec le CFCE) ;*
9. *à la Caisse unique (Tous les paiements se font au CFCE dans une caisse unique tenue par un percepteur des recettes) et ;*
10. *au Rôle des notaires (Le promoteur peut poursuivre lui-même la procédure après la certification de son contrat de société et la déclaration notariée de souscription).*

Il convient de relever que l'institution des CFCE, s'inscrit dans un programme de réformes d'accompagnement du secteur privé, afin que celui-ci joue son rôle de moteur de la croissance et de création d'emploi. Ce qui exige de la part des opérateurs économiques une transparence dans les affaires. L'institution des centres de gestion agréés, par la loi des finances pour l'exercice 1996-1997 et organisés par le décret N°2000/002/PM du 06 janvier 2000, modifié par le décret N° 2007/0456/PM du 29 Mars 2007 et par la suite, le décret N°2011/1137/PM du 12 Mai 2011 fixant tous les avantages fiscaux accordés aux adhérents desdits centres, participe de ce souci.

Après les deux centres pilotes créées à Douala et Yaoundé en 2010, trois autres centres ont été créés en 2011 (Bamenda, Bafoussam, Garoua). Au cours de l'exercice 2019, le Cameroun compte huit (08) Guichets Uniques opérationnels avec la mise en service des Guichets à Maroua, Limbé et Ebolowa. En 2020, le compteur est de dix (10) CFCE suite à l'entrée en service des guichets de Ngaoundéré et Bertoua.

Comme en 2018, dix-neuf (19) Centres de Gestion Agréés (CGA) sont fonctionnels au Cameroun en 2019.

¹ L'acte Uniforme OHADA révisé relatif au droit commercial stipule en son article 82 que « Les formalités accomplies auprès des Registres du Commerce et du Crédit Mobilier au moyen de documents électroniques et de transmissions électroniques ont les mêmes effets juridiques que celles accomplies avec des documents sur support papier, notamment en ce qui concerne leur validité juridique et leur force probatoire »

CONCLUSION

En 2020, le répertoire des entreprises modernes compte quarante-sept mille deux cent soixante-sept (47 267) unités légales en activité sur l'étendue du territoire national, soit une augmentation de +24,5% par rapport à 2020. L'explication de cette progression réside principalement *de l'élargissement de la dématérialisation des procédures fiscales aux petites unités. Cette progression aurait été meilleure n'eut été l'impact négatif du COVID 19 sur la création des entreprises.*

La répartition spatiale de ces entreprises montre sans surprise une concentration des sièges sociaux dans les Régions administratives du Littoral (43,2%) et du Centre (39,3%). Plus précisément, ces entreprises sont essentiellement implantées dans les villes de Douala dans le Littoral et Yaoundé dans le Centre.

Suivant la forme juridique, il ressort que l'entrepreneuriat individuel reste majoritaire (56,6%) face aux autres formes sociétaires réunies (43,4%). Plus de sept entreprises sociétaires sur dix sont des "SARL". Quant aux "SA", elles ne représentent que 2,4% du tissu des entreprises modernes.

La structure sectorielle confirme le « *Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules* » comme premier pôle de concentration des entreprises avec un poids de 41,6%, toujours suivi de près par les « *Activités fournies principalement aux entreprises* » avec 32,4%.

Sur le plan de l'emploi, les entreprises occupent au total 364 091 employés permanents en 2020. Cette faible capacité d'emplois des entreprises est surtout le fait des unités de petite taille employant au maximum 5 personnes en permanence, mais qui pèsent en nombre pour 86,2 % du total des entreprises modernes. Globalement l'on note un recul de l'emploi dans l'ensemble des entreprises qui ont dû réduire leur effectif pour faire face à la baisse d'activité résultant des restrictions liées au COVID-19.

Concernant le chiffre d'affaires global généré par les entreprises, il s'élève à douze mille huit cent quatre-vingt-cinq (12 885,0) milliards de francs CFA, soit une moyenne de 272,7 millions de francs CFA par entreprise. Pour la première fois depuis 2013, l'on note une baisse du chiffre d'affaires (-2.2 %) en raison du contexte du COVID-19 qui a prévalu en 2020.

ANNEXE A : CONCEPTS ET DEFINITION

N° d'ordre	Concept	Définition	Source
1	Répertoire d'entreprise	Un répertoire d'entreprises est la liste exhaustive des unités économiques (entreprises et de leurs établissements) légalement implantés qui exercent une activité économique sur le territoire national d'un pays.	Règlements AFRISTAT relatifs à l'élaboration d'un répertoire d'entreprises national
2	Entreprise	Une entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour la production de biens ou de services marchands. Sur le plan juridique, une entreprise est une personne physique (entreprise individuelle) ou morale (société) qui exerce pour son propre compte, une activité économique	Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et le GIE, édition de Novembre 2017
3	Société	La société (commerciale) est créée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent, par un contrat, d'affecter à une activité des biens en numéraire ou en nature, dans le but de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter.	Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et le GIE, édition de Novembre 2017
4	Entreprise individuelle	L'entreprise individuelle est constituée par une personne physique qui en est le propriétaire. Il est seul responsable de ses actes et il n'existe aucune séparation entre son patrimoine propre et celui de son entreprise. C'est la forme la plus souvent rencontrée dans les catégories suivantes : commerçants, artisans, professions libérales, agents commerciaux.	Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et le GIE, édition de Novembre 2017
5	Entreprises publiques	Ce sont des entreprises à caractère public, dont le contrôle est assuré par l'État. Elles peuvent prendre différentes formes qui les font relever tantôt du droit administratif, tantôt du droit privé	Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et le GIE, édition de Novembre 2017
6	Sociétés d'économie mixte	Ce sont des sociétés anonymes de droit privé dont l'État ou les collectivités locales détiennent le contrôle, soit par le fait d'une participation majoritaire, soit en raison d'un texte spécifique qui leur en confère la maîtrise	Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et le GIE, édition de Novembre 2017
7	Coopératives	Les coopératives sont des associations de personnes dans lesquelles chaque membre apporte une quote-part au capital de l'entreprise et participe directement à son fonctionnement. Les objectifs essentiels d'une coopérative sont de : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réduire, au bénéfice de leurs membres et par l'effort commun de ceux-ci, le prix de revient et, le cas échéant, le prix de vente de certains produits ou de certains services, en assumant les fonctions des entrepreneurs ou des intermédiaires ; ➤ Améliorer la qualité marchande des produits fournis. Les coopératives exercent très souvent leur action dans le secteur primaire.	Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et le GIE, édition de Novembre 2017
8	Groupeement d'Intérêt Economique (GIE)	C'est un groupement de nature économique possédant la personnalité morale. Il a pour but de permettre la coopération entre entreprises pour la réalisation d'un projet commun, de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres. Son activité doit être dans le prolongement de l'activité de ses membres. Il peut porter sur la commercialisation, la recherche, les services de production, la logistique. Le GIE a une	Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales et le GIE, édition de Novembre 2017

		comptabilité propre, mais ses bénéfices, le cas échéant, sont attribués à chacune des entreprises-membres au prorata de leur participation	
9	Unité locale ou Etablissement	L'établissement est une unité économique située en un lieu géographiquement bien distinct (ou encore géographiquement individualisée), mais juridiquement dépendante, dans lequel ou à partir duquel, sont exercées des activités de production, de vente ou de service. Il est relativement homogène et son activité principale apparaît proche du produit. Ainsi, l'établissement peut être : une usine, un magasin, un bureau, une carrière, un atelier, un entrepôt, etc. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie	Règlements AFRISTAT relatifs à l'élaboration d'un répertoire d'entreprises national
10	Etablissement unique	Il s'agit d'un établissement qui ne possède ou ne contrôle pas d'autres établissements et n'est contrôlé par aucun autre établissement. Il se confond à l'entreprise	Règlements AFRISTAT relatifs à l'élaboration d'un répertoire d'entreprises national
11	Unité légale ou Etablissement principal (ou siège social)	Il s'agit d'un établissement abritant les organes décisionnels de l'entreprise	Règlements AFRISTAT relatifs à l'élaboration d'un répertoire d'entreprises national
12	Unité active	Une unité est active ² au cours d'une période si elle produit effectivement des biens ou des services au cours de cette la période considérée.	Règlements AFRISTAT relatifs à l'élaboration d'un répertoire d'entreprises national et INS
13	Entreprise nouvelle	C'est une entreprise entrant pour la première fois dans le répertoire courant. Elle peut avoir été créée au cours de l'exercice sous-revu ou alors antérieurement à cet exercice.	INS/méthodologie du Répertoire
14	Entreprise ancienne	Il s'agit d'une entreprise présente dans le répertoire antérieurement à l'exercice sous revu.	INS/méthodologie du Répertoire
15	Unité du secteur moderne	Les unités du secteur moderne, sont les unités organisées, enregistrées dans les fichiers administratifs et qui tiennent une comptabilité complète écrite selon le plan comptable en vigueur. A ces unités sont opposées celles du secteur informel qui ne tiennent pas de comptabilité complète écrite selon le plan comptable en vigueur. En outre, lesdites unités devraient avoir téléversé leur DSF en li	Règlements AFRISTAT relatifs à l'élaboration d'un répertoire d'entreprises national

² Souvent, si on se réfère à une unité active au cours d'une période, on considère qu'elle est économiquement active si elle a un chiffre d'affaires positif ou si elle emploie des salariés au cours de la période.

ANNEXE B- EQUIPE TECHNIQUE

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent du Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent du Plan Comptable à l'INS

DJIALEU Éric Lambert, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable à l'INS

NANA FEUKEU Armand Diderot, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable à l'INS

OLINGA Martin Paul, Cadre au Département et des Statistiques d'Entreprises

Equipe de relecture

Personnel INS

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

OUMAROU IBN-EL Hamid, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

DJIDAWO DIFFO Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KONAÏ Fidèle, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KENGNE KAMGA Arline Epse FOMBA, Chargé d'Etudes Assistant à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

Experts sectoriels

MBOLE ESSIANE Annie ; Chef de la Cellule des Systèmes d'Information, des Réseaux et Statistiques au Ministère de la Justice

NKOUDOU Max Rolland, Chef de Service de L'observation de l'APME

TCHIOUTCHOUA LENOU Samuel, Chargé d'Etudes Assistant à la Direction Générale des Impôts

NGUEMO DONGMO Chimène, Chargé d'Etudes Assistant à la Direction Générale des Douanes

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU
DEPARTEMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES



BP : 134 Yaoundé

Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37

Site Web: www.ins-cameroun.cm